

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1100 le 27 octobre 2019

Dans ce numéro

L'armée malienne annonce avoir neutralisé des acteurs de premier plan du groupe Ansarul islam...

(Page 2)

Le président tchèque dénonce une chasse fictive aux espions russes et chinois...

(Page 3)

À Berlin, depuis décembre 2016, sept attaques auraient été déjouées par les services de sécurité...

(Page 4)

La Chine accusée d'espionnage industriel à grande échelle par le vice-président américain...

(Page 5)

Un bataillon de militaires américains et plusieurs dizaines de blindés déployés en Lituanie...

(Page 6)

Le Cameroun négocierait avec la Russie l'achat de systèmes antiaériens russes *Pantsir-S1*...

(Page 8)

∞ ∞

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Au Maroc, démantèlement d'une cellule terroriste liée au groupe État islamique...

Le Bureau central d'investigation judiciaire a mené hier une opération d'envergure. Cela s'est passé entre la banlieue sud de Casablanca et Tamaris, mais aussi à Chefchaouen, et à Ouezzane. Sept personnes ont été arrêtées. Le chef de la cellule, visiblement, avait des liens avec le groupe État islamique. L'opération a eu plusieurs volets : d'un côté la perquisition d'une villa à Tamaris. Ici les forces de l'ordre ont mis la main sur des armes, des munitions, un zodiac, des équipements de plongée, des cagoules ou encore des sacs contenant des produits chimiques suspects, et puis des étendards de Daesh et des écrits en faveur de ce groupe. Des textes similaires ont également été retrouvés au domicile du leader présumé de la cellule, domicile qui a également été perquisitionné tout comme une maison de location où on a également trouvé des armes, mais aussi du matériel de camping et des équipements de montagne. C'était à Ouezzane, région dans laquelle la cellule voulait établir une base arrière du groupe État islamique, d'après les informations du ministère de l'Intérieur. Cette source estime d'ailleurs qu'au-delà de la proclamation d'allégeance, l'un des suspects était en contact avec un expert en explosifs de Daesh. Autant d'éléments qui font dire aux autorités que les opérations terroristes planifiées étaient imminentes. En tout cas, les sept suspects ont été placés en garde à vue ce vendredi, et les investigations se poursuivaient pour arrêter d'éventuels complices.

(Médi-1, le 26-10-2019)

En Tunisie, un cadre d'Al-Qaïda au Maghreb islamique abattu par la Garde nationale...

Un chef du groupe terroriste AQMI a été abattu hier en Tunisie. Le ministère de la Défense a communiqué hier sur cette opération menée par la Garde nationale dans la montagne de Kasserine, à l'ouest du pays. Un autre membre de ce groupe a été blessé lors de l'intervention qui se poursuivait toujours hier soir après l'arrivée de renforts.

(Médi-1, le 21-10-2019)

Trois membres présumés du groupe État islamique tués par une frappe américaine dans le nord de la Somalie...

L'armée américaine a annoncé vendredi avoir mené une frappe aérienne contre les terroristes de l'État islamique dans le nord de la Somalie, tuant trois d'entre eux. Le Commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM), qui supervise les troupes américaines sur le continent africain, a déclaré que la dernière frappe avait été menée vendredi en coordination avec le gouvernement somalien, ciblant les terroristes dans les montagnes de Golis. « Actuellement, nous estimons qu'aucun civil n'a été blessé ou n'est mort à la suite de cette frappe aérienne » a souligné l'AFRICOM dans un communiqué.

(Radio Chine internationale, le 26-10-2019)

Dans l'est de l'Afghanistan, au moins cinq morts après une attaque suicide contre un convoi des forces spéciales...

Une puissante explosion a ciblé vendredi un convoi à Jalalabad, dans l'est de l'Afghanistan. L'information est du gouvernement afghan. Un témoin a expliqué qu'un véhicule était arrivé et qu'une explosion avait soudain eu lieu. « Je ne me souviens de rien d'autre, nous avons juste fui la zone » a-t-il ajouté. Les taliban ont revendiqué l'attaque qui exacerbe les craintes d'une nouvelle dégradation des conditions de sécurité. D'après Attaullah Khogyani, porte-parole du gouverneur de la province de Nangarhar, un convoi des forces spéciales des services nationaux de renseignement a été la cible d'une attaque suicide. Malheureusement, trois membres de ces forces et deux civils sont morts. Quinze civils et six membres des forces de sécurité ont été blessés. Les États-Unis avaient entamé des négociations de paix avec les taliban. Les pourparlers ont été suspendus après la mort en septembre d'un soldat américain dans une attaque des taliban.

(Radio Japon international, le 26-10-2019)

Washington en passe d'envoyer davantage d'équipements militaires en Syrie pour la protection des champs de pétrole...

Aux États-Unis, un responsable du département à la Défense a indiqué que Washington allait renforcer sa position militaire dans la partie orientale de la Syrie afin de protéger les champs pétrolifères des attaques des militants de l'État islamique autoproclamé. La Turquie a lancé une opération militaire visant les forces kurdes plus tôt ce mois-ci dans le nord de la Syrie. L'offensive a débuté dès l'annonce par les États-Unis du retrait de leurs troupes de cette zone. Il est de plus en plus à craindre cependant que les troupes de l'État islamique fassent une réapparition sur le terrain suite à l'évasion de nombreux militants de cette mouvance qui étaient internés jusqu'alors dans des prisons tenues par des Kurdes. Le responsable états-unien a noté jeudi que la prise de contrôle des champs de pétrole de l'est de la Syrie avait constitué l'une des avancées les plus significatives pour les États-Unis et leurs partenaires dans leur combat commun face à l'État islamique autoproclamé, car ce pétrole constitue une source de revenus cruciale pour les djihadistes. Le même responsable a ajouté que les États-Unis devaient œuvrer pour empêcher que les gisements de pétrole ne retombent aux mains des militants islamistes ou d'autres agents déstabilisateurs. Les détails du plan n'ont pas encore été rendus publics. Les médias états-uniens affirment que l'envoi de tanks est à l'étude.

(Radio Japon international, le 25-10-2019)

Le sénateur républicain des États-Unis, Lindsey Graham a fait état des préparatifs d'un plan par le Pentagone pour la protection des réserves de pétrole en Syrie. Lindsey Graham, qui était l'un des dix sénateurs participant au briefing à la Maison-Blanche avec le chef de l'état-major américain, le général Mark Milley, a fait une déclaration aux journalistes à l'issue de la réunion. Il a souligné la nécessité de protéger les ressources pétrolières en Syrie. « Le chef de l'état-major Milley prépare un plan pour empêcher que le pétrole dans certaines parties de la Syrie passe entre les mains de Daech ou de l'Iran » a-t-il dit. Graham n'a pas fourni plus de détail sur le plan mais la presse américaine a annoncé qu'une brigade de blindés constituée de trente chars *Abrams* serait déployée pour protéger les champs de pétrole. Au cas où ledit plan est appliqué, les États-Unis auront considérablement renforcé leur force face à la Russie et le régime syrien. Le Pentagone a annoncé dans un communiqué que le secrétaire américain de la Défense, Mark Esper, fera des recommandations au président Donald Trump pour la poursuite de la lutte contre Daech en Syrie. Sur *Twitter*, le président américain Donald Trump avait annoncé que la reprise des réserves pétrolières par Daech dans l'est de la Syrie ne serait pas autorisée.

(La voix de la Turquie, le 25-10-2019)

L'armée malienne annonce avoir neutralisé des acteurs de premier plan du groupe Ansarul islam...

Au Mali, l'armée malienne a annoncé avoir neutralisé des dizaines d'ennemis et réussi à libérer une trentaine de ses soldats lors d'une contre-offensive lancée après la double attaque du 30 septembre contre ses bases militaires. C'est pour faire le point de l'offensive en cours menée par les forces armées maliennes et leurs partenaires que le commandant du centre d'opération de Dambé s'est adressé à la presse. « À peu près 80 ennemis ont été neutralisés, une centaine de blessés, des matériels détruits et un important pôle logistique de 35 fûts de carburant détruits. Côté ami, on compte

40 morts, 36 rescapés dont 17 évacués. Le bilan des portés disparus est revu à la baisse avec un chiffre de 27 militaires tout au plus. Le général Abdrahamane Baby, chef d'état-major général adjoint des armées du Mali a déclaré : « Nos frappes nous auraient permis de neutraliser des acteurs de premier plan notamment au niveau d'Ansarul islam avec des noms qui ont été évoqués comme le cas d'Amadou Boukari Dicko - dit Jafar Dicko - qui a priori aurait été neutralisé ». Selon les responsables des forces armées maliennes, les opérations offensives antiterroristes en cours vont se poursuivre avec le soutien des partenaires et de nouvelles dispositions sécuritaires seront prises.
(*La voix de l'Amérique, le 21-10-2019*)

Au Niger, le maire d'un village et son épouse enlevés par des membres présumés de Boko Haram...

Dans le sud-est du Niger, le maire de Kabaléwa, une commune de la région de Diffa, et son épouse ont été enlevés le 19 octobre par des éléments de Boko Haram. Selon un élu local qui a voulu garder l'anonymat, le maire Abari El-Hadj Daouda et son épouse ont été enlevés dans la nuit du 19 octobre par des éléments de Boko Haram qui ont fait irruption dans leur domicile. Le gouvernement de Diffa a confirmé ces enlèvements et a souligné que les ravisseurs sont des présumés membres de Boko Haram. La région de Diffa proche du Nigeria est le théâtre depuis 2015 d'attaques meurtrières du groupe djihadiste Boko Haram. Selon des chiffres officiels il y a eu entre janvier et août cet année 173 attaques qui ont fait 202 morts, 60 blessés et 239 personnes enlevées.
(*La voix de l'Amérique, le 24-10-2019*)

Six militaires tués par des inconnus armés dans le nord du Burkina Faso...

Six soldats burkinabés ont été tués et quatre blessés au cours de deux attaques dans des localités de la commune de Barsalogo, dans le nord du Burkina Faso, a-t-on appris mercredi de sources sécuritaires. « Une patrouille militaire est tombée mardi soir dans une embuscade aux environs de Guindbila, un village de la commune de Barsalogo, province de Sanmatenga. Cinq éléments ont perdu la vie au cours de cette attaque menée par des individus armés » a indiqué une source sécuritaire à l'AFP. « Quatre blessés ont également été enregistrés côté ami » a précisé cette source. « Une autre embuscade a eu lieu aux environs de 17h00, dans le village de Sidogo, également dans la commune de Barsalogo et a occasionné la mort d'un soldat » a indiqué une autre source sécuritaire.
(*Africa Radio, le 24-10-2019*)

Dans le nord du Burkina Faso, deux militaires tués par l'explosion d'une mine artisanale au passage de leur véhicule...

Deux militaires burkinabés ont été tués mercredi dans l'explosion d'un engin artisanal au passage de leur véhicule à Bahn, dans la province du Loroum située dans le nord du Burkina Faso, ont indiqué jeudi des sources sécuritaires à l'AFP. « Deux éléments du détachement militaire de Bahn sont décédés dans l'explosion d'une mine artisanale, au passage de leur véhicule » a indiqué une source sécuritaire. « Ces militaires faisaient partie d'une équipe de patrouille et de contrôle de la zone après les récentes attaques » a déclaré une autre source sécuritaire.
(*Africa Radio, le 25-10-2019*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Un réseau des services de renseignement russes démantelé en république Tchèque...

Les services tchèques de contre-espionnage et la centrale contre le crime organisé ont démantelé l'année dernière un réseau mis en place par les services de renseignement russes. C'est ce qu'a indiqué lundi le directeur des services de renseignement tchèques (BIS), Michal Koudelka. Lors d'une conférence organisée à la Chambre des députés, Michal Koudelka a précisé que ce réseau était financé par la Russie via l'ambassade russe à Prague et visait des intérêts tchèques et étrangers. « Nous avons mis fin sur le territoire tchèque à ces activités, qui faisaient partie d'un réseau utilisé par les Russes pour viser d'autres pays d'Europe » a déclaré M. Koudelka, qui a précisé qu'une enquête était toujours en cours.
(*Radio Prague international, le 21-10-2019*)

Le président tchèque dénonce une chasse fictive aux espions russes et chinois...

Lors de son interview hebdomadaire accordé à la chaîne privée *TV Barrandov* et diffusé jeudi, le

président de la République Miloš Zeman a confirmé qu'il rejeterait pour la quatrième fois la proposition du gouvernement visant à accorder le statut de général à Michal Koudelka, le chef des services de renseignement nationaux (BIS). « Que monsieur Koudelka s'occupe de la criminalité économique en République tchèque au lieu d'une chasse fictive aux espions russes et chinois » a déclaré le chef de l'État. Michal Koudelka a fait savoir cette semaine que le BIS avait entre autres contribué l'année dernière à démanteler un réseau d'espionnage russe financé par l'ambassade de Russie à Prague. (*Radio Prague international, le 25-10-2019*)

Un diplomate américain confirme l'existence d'une contrepartie liée à l'attribution d'une aide à l'Ukraine...

Dans le cadre de l'affaire ukrainienne, le principal diplomate américain à Kiev, l'ambassadeur par intérim William Taylor, contredit les informations du président Trump démentant l'existence d'une contrepartie dans ses tractations avec son homologue ukrainien. L'ambassadeur témoignait hier à huis-clos à la chambre des représentants. Selon lui, on lui a bien dit que la Maison-Blanche liait le déblocage d'une aide à l'Ukraine à l'annonce publique par Kiev d'une enquête visant les Démocrates ainsi que l'ancien vice-président Joe Biden et son fils Hunter qui fut au conseil d'administration d'une entreprise ukrainienne. L'ambassadeur américain auprès de l'Union européenne, Gordon Sondland, lui aurait expliqué à propos de M. Trump « Lorsqu'un homme d'affaires est sur le point de signer un chèque à quelqu'un qui lui doit quelque chose, l'homme d'affaires demande à cette personne de payer avant qu'il ne signe le chèque ».

(*La voix de l'Amérique, le 23-10-2019*)

Un diplomate américain de haut rang en Ukraine a déclaré que l'aide militaire au pays dépendait d'une déclaration publique par laquelle l'Ukraine annoncerait l'ouverture d'une enquête sur l'ex-vice-président américain Joe Biden. L'ambassadeur américain par intérim William Taylor a témoigné mardi lors d'une audience à huis-clos devant une commission de la Chambre des représentants, majoritairement démocrate, dans le cadre de la procédure de destitution du président Donald Trump. Des médias américains rapportent que M. Taylor a témoigné qu'une condition pour accorder une aide militaire à l'Ukraine était la promesse exprimée publiquement par le pays qu'il enquêterait sur une compagnie gazière ukrainienne dans laquelle un fils de M. Biden siégeait au conseil d'administration. M. Trump aurait fait pression sur le président ukrainien Volodymyr Zelensky pour qu'une enquête soit menée sur M. Biden pour obtenir des informations qui lui seraient préjudiciables. M. Biden espère décrocher l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 2020.

(*Radio Japon international, le 23-10-2019*)

Le département d'État américain sommé de fournir aux Démocrates des documents liés à l'affaire ukrainienne...

Les Démocrates qui enquêtent sur une éventuelle procédure de destitution contre le président Trump ont à nouveau sommé hier le département d'État de leur livrer des documents. Ces mails, textos, câbles diplomatiques et autres portent sur les efforts de M. Trump visant, dit-on, à faire pression sur l'Ukraine pour ouvrir des investigations susceptibles d'aider le président américain à satisfaire des intérêts personnels et politiques plutôt que ceux de la nation. À savoir lier une aide de quelque 400 millions de dollars à l'Ukraine à une enquête sur l'ancien vice-président Joe Biden, un possible rival démocrate en 2020, et son fils Hunter qui fut au conseil d'administration d'une entreprise ukrainienne.

(*La voix de l'Amérique, le 24-10-2019*)

Dans l'est de l'Ukraine, quinze ans de prison pour un journaliste accusé d'espionnage au profit de Kiev...

Les autorités séparatistes pro-russes de l'est de l'Ukraine ont annoncé avoir condamné à quinze ans de prison pour extrémisme et espionnage au profit de Kiev un journaliste ukrainien de trente ans, Stanislav Asseïev. Il a travaillé comme pigiste pour le service ukrainien de *Radio Free Europe* financée par les États-Unis. Cette organisation a aussitôt dénoncé sa condamnation et exigé sa libération immédiate.

(*Deutsche Welle, le 22-10-2019*)

À Berlin, depuis décembre 2016 sept attaques auraient été déjouées par les services de sécurité...

Les services de sécurité allemands ont déjoué sept attaques à Berlin depuis l'attentat de décembre

2016. C'est ce que révèle l'Office fédéral de la police criminelle. Une annonce plutôt positive, mais il y a d'autres observations inquiétantes comme par exemple le nombre « d'agresseurs islamistes » qui a été porté à 680. Il y a aussi les menaces venant de la droite que le responsable des autorités de sécurité Holger Münch considère comme mettant en danger la démocratie.
(*Deutsche Welle, le 23-10-2019*)

La Chine accusée d'espionnage industriel à grande échelle, par le vice-président américain...

Le vice-président américain accuse la Chine d'espionnage industriel à grande échelle. Selon Mike Pence, le comportement de la Chine est devenu encore plus agressif et déstabilisateur ces dernières années. L'espionnage économique qui provient de Beijing coûterait aux entreprises américaines plusieurs milliards de dollars par an.
(*Deutsche Welle, le 25-10-2019*)

... MILITAIRE ...

Human Rights Watch demande l'interdiction des armes utilisant l'intelligence artificielle...

Des militants pour la paix réclament un traité global d'interdiction des armes automatiques pouvant tuer sans intervention humaine. L'ONG internationale Human Rights Watch a lancé en 2013 la campagne pour l'interdiction des robots tueurs. Elle est désormais soutenue par 130 groupes originaires de 60 pays, dont le Japon. Les représentants ont rencontré la presse au siège de l'ONU à New York lundi, alors que la Commission pour le désarmement au sein de l'Assemblée générale était en cours de délibérations. Les représentants ont expliqué que la poursuite du développement d'armes utilisant l'intelligence artificielle pourrait mener à la propagation de robots tueurs capables de tuer et de blesser des humains sans discernement.
(*Radio Japon international, le 22-10-2019*)

Intrusions d'avions militaires russes dans la zone d'identification de défense aérienne sud-coréenne...

La Corée du Sud a enregistré de nouvelles intrusions d'avions militaires russes dans sa Zone d'identification de défense aérienne (KADIZ). Un total de six appareils y sont entrés aujourd'hui sans autorisation. C'est ce qu'a annoncé l'état-major interarmées (JCS). Selon les explications du JCS, la première et la dernière pénétration ont eu lieu respectivement à 9h23 et à 14h44. Les avions n'ont cependant pas violé l'espace aérien du pays du matin clair. Malgré cela, l'armée sud-coréenne a aussitôt réagi en faisant décoller plusieurs chasseurs. Il s'agit de la vingtième intrusion d'avions russes dans la zone en question depuis le début de l'année. Les deux précédentes se sont produites en juillet et en août.
(*KBS World Radio, le 22-10-2019*)

Cap sur l'Afrique du Sud pour deux bombardiers stratégiques russes Tu-160...

L'armée russe a annoncé que deux de ses bombardiers à capacité nucléaire se rendraient en Afrique du Sud dans le cadre de ce qui semble être le premier déploiement de ce type sur le continent africain. Deux bombardiers stratégiques russes Tu-160 et plusieurs avions de transport militaire se rendront en République sud-africaine avec pour objectif de renforcer la coopération militaire bilatérale, a annoncé la Défense russe. « Un groupe aérien composé de deux bombardiers stratégiques Tu-160 et d'avions de transport militaire Il-62 et An-124, se rendra en République sud-africaine. Le but de cette visite est de développer la coopération militaire bilatérale et de régler les problèmes d'interaction entre les forces aérospatiales russes et celles de la South African Air Force » a déclaré le ministère russe de la Défense dans un communiqué publié le lundi 21 octobre. Selon le communiqué, l'envoi des bombardiers Tu-160 était destiné à aider à développer la coopération militaire bilatérale et reflétait un partenariat stratégique avec l'une des économies les plus développées d'Afrique.
(*Press TV, le 22-10-2019*)

Au Tadjikistan début d'un exercice militaire des pays de l'Organisation du traité de sécurité collective...

Au Tadjikistan, ce lundi 21 octobre a été marqué par l'ouverture d'un exercice militaire conjoint avec les pays de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), appelé *Unbreakable Brotherhood-2019*. Selon le site d'information *Mil.ru*, la manœuvre qui aura lieu jusqu'au 29 octobre a commencé ce lundi

21 octobre sur le terrain d'entraînement de Harb-Maidon, en République de Tadjikistan. La première étape de cet exercice militaire conjoint implique la Russie, le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan. Les manœuvres devront se dérouler en deux étapes. Au cours de la première, les forces du déploiement rapide de la région d'Asie centrale mèneront une opération antiterroriste visant à détruire et bloquer des groupes terroristes et des groupuscules armés illégaux. En deuxième étape, les forces conjointes de maintien de la paix de l'Organisation du traité de sécurité collective mèneront une opération de maintien de la paix dans la région de l'Asie centrale. À cette deuxième phase de l'exercice conjoint participeront deux autres contingents militaires étrangers : ceux de l'Arménie et de la Biélorussie. La Russie y participe avec plus de 2 000 effectifs et plus de 600 pièces d'armes et d'équipements militaires, à quoi s'ajoutent une vingtaine d'avions et d'hélicoptères d'assaut ou de reconnaissance. L'exercice se déroulera conformément au plan de formation des forces armées de la Fédération de Russie pour 2019, sous la supervision directe du commandant des troupes du district militaire central, le général Alexander Lapin.

(Press TV, le 22-10-2019)

Un bataillon de militaires américains et plusieurs dizaines de blindés déployés en Lituanie...

Les États-Unis ont entamé, lundi 21 octobre, le déploiement en Lituanie d'un bataillon de soldats ainsi que des dizaines de chars pour une rotation sans précédent de six mois, dans le cadre de ce qu'ils appellent « une opération dissuasive adressée à la Russie ». Des dizaines de chars *Abrams* et de blindés *Bradley* sont arrivés par voie ferrée sur un terrain d'exercice à Pabrade, près de la capitale lituanienne, Vilnius. Cité par l'*AFP*, le ministre lituanien de la Défense, Raimundas Karoblis, a déclaré que le déploiement de quelque 500 soldats américains qui doivent rester là tout au long de l'hiver prouvait qu'une présence militaire américaine sur le flanc est de l'OTAN n'était plus un tabou. « Tout d'abord, c'est un message à la Lituanie et aux pays voisins membres de l'OTAN pour dire que les alliés sont bien à nos côtés » a signalé le ministre à l'*AFP*. « C'est aussi un message à la Russie pour dire que les États-Unis sont engagés, c'est un élément de dissuasion supplémentaire » a-t-il ajouté.

(Press TV, le 23-10-2019)

... CYBERESPACE ...

Au Bangladesh, violentes manifestations de musulmans après des messages jugés blasphématoires diffusés sur Facebook...

Au Bangladesh, au moins quatre personnes ont été tuées dans un mouvement de protestation. La police a ouvert le feu sur les manifestants. Des musulmans ont crié leur colère au sujet de messages *Facebook* qui auraient insulté, selon eux, le prophète Mahomet.

(Deutsche Welle, le 21-10-2019)

En Cisjordanie, l'accès à une cinquantaine de sites internet d'informations interdit par un tribunal de Ramallah...

Des dizaines de journalistes ont manifesté aujourd'hui devant un tribunal près de Ramallah en Cisjordanie occupée. Ils protestaient contre la fermeture d'une cinquantaine de sites internet d'informations sur décision de la justice. Sur demande du procureur général le tribunal de première instance de Ramallah a interdit l'accès à ces sites internet au motif qu'ils constituaient des menaces pour la Sécurité nationale et la paix.

(Deutsche Welle, le 23-10-2019)

Plusieurs responsables d'ONG en charge des affaires nord-coréennes cibles d'attaques informatiques...

Les responsables du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'UNICEF, de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en charge des affaires nord-coréennes ont annoncé avoir fait l'objet de tentatives de piratages depuis le début de cette année. C'est ce qu'ont relayé l'agence *AFP* et le site américain *Axios*, citant un rapport de l'entreprise américaine spécialisée dans la cybersécurité, Lookout Security. Selon cette dernière, les pirates ont envoyé des e-mails dans lesquels sont inscrits des adresses de faux sites, sous prétexte, entre autres, de mener un sondage. Ils auraient ainsi tenté de collecter les données personnelles des individus ciblés. D'après un responsable de cette société, il est rare que les ONG soient attaquées de cette manière. Le rapport n'a pas précisé l'auteur de ces attaques ni si ces tentatives ont atteint leur objectif. Néanmoins, *Axios* a avancé qu'il était possible que la Corée du Nord

les ait orchestrées.
(KBS World Radio, le 25-10-2019)

La Russie dément les allégations selon lesquelles des hackers russes auraient utilisé la signature d'un groupe iranien...

L'ambassade de Russie au Royaume-Uni a rejeté les allégations des médias occidentaux selon lesquelles des hackers russes auraient porté la signature d'un groupe iranien pour camoufler les traces de leurs attaques à l'encontre de 35 pays. Un rapport conjointement réalisé par les services de renseignement américains et anglais accuse le groupe de hackers russes *Turla* d'avoir été à l'origine de cyberattaques commises à l'encontre de 35 pays. Les médias occidentaux se réfèrent au dit rapport pour prétendre que les hackers russes portaient pourtant la signature d'un groupe iranien dont les systèmes et les outils avaient apparemment été piratés par *Turla*. La Russie balaie d'un revers de main ces accusations, ajoutant qu'il s'agissait d'une interprétation erronée d'un rapport sécuritaire. Dans la foulée, le porte-parole de l'ambassade russe au Royaume-Uni a déclaré que les services de sécurité n'accusaient ni la Russie ni les citoyens russes. Il a ajouté que le rapport visait en effet à semer la discorde entre l'Iran et la Russie. « Ce dont parlent les médias est une interprétation erronée d'un rapport élaboré par les agences de sécurité gouvernementales américaines (NSA) et anglaises (NCSC) » a-t-il réaffirmé.

(Press TV, le 25-10-2019)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Le président centrafricain souhaiterait pouvoir acheter des armes lourdes à la Russie...

Le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra a demandé mercredi à son homologue russe Vladimir Poutine de renforcer l'aide militaire russe à la Centrafrique, via notamment des livraisons d'armes lourdes. « La Russie fournit une aide énorme à la Centrafrique » a assuré M. Touadéra, lors d'une rencontre avec M. Poutine dans le cadre du premier sommet Russie-Afrique à Sochi, station balnéaire russe sur les rives de la mer Noire. Les Russes, qui assurent notamment la formation des militaires et des gendarmes centrafricains et aident le pays à moderniser ses forces armées, ont récemment livré la deuxième commande d'armes à la Centrafrique, en lui permettant ainsi de couvrir tous ses besoins en armes légères, selon lui. « Mais des armes lourdes sont nécessaires pour créer des forces efficaces » a-t-il estimé. « Nous croyons que les partenaires russes nous livreront aussi des véhicules de combat, des mortiers et d'autres pièces d'artillerie nous permettant de faire monter en puissance nos forces de défense et de sécurité » a affirmé le président centrafricain. Depuis le début d'une guerre civile en 2013 en Centrafrique, l'embargo sur les armes était total pour le pays même s'il a bénéficié depuis 2017 de quelques exemptions accordées par l'ONU, notamment à la Russie et à la France, pour équiper des unités de l'armée centrafricaine en voie de reconstitution. Le 14 septembre, l'embargo a été nettement assoupli, le Conseil de sécurité des Nations unies ayant voté à l'unanimité pour autoriser à nouveau la livraison d'armes d'un calibre inférieur ou égal à 14,5 mm aux forces centrafricaines. Selon M. Touadéra, les groupes armés actifs en Centrafrique reçoivent des armes lourdes illégalement, en contournant l'embargo. « C'est pourquoi nous ne pouvons pas reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire du pays » a-t-il déploré, en demandant l'intervention de la Russie pour que l'embargo de l'ONU soit levé. La Centrafrique, l'un des pays les plus pauvres du continent, est ravagé par une guerre civile depuis que la Séléka, une coalition de groupes armés, a renversé le régime du président François Bozizé en 2013.

(Africa Radio, le 24-10-2019)

Washington approuve la vente au Bahreïn de matériel militaire destiné à rénover une frégate lance-missiles...

Le département d'État a approuvé une vente de matériel militaire pour la rénovation d'une frégate vendue à Bahreïn, a annoncé l'Agence de coopération pour la sécurité et la défense américaine (Defense Security Cooperation Agency). Le gouvernement bahreïni a demandé la rénovation de l'ancien *USS Robert G. Bradley* avec des pièces de rechange, un soutien, une formation, des publications et d'autres éléments connexes de logistique et de soutien du programme dont le coût est estimé à 150 millions de dollars, a déclaré mercredi la DSCA précisant que le navire a été vendu à Bahreïn pour 80 millions de dollars. Le navire est une frégate lance-missiles de la classe *Oliver Hazard Perry*, qui fait partie d'une classe de navires du milieu des années 1970 utilisés comme navires

d'escorte polyvalents. Cinquante et un ont été construits pour la marine américaine pour remplacer les destroyers de l'ère de la Seconde Guerre mondiale. Bahreïn qui accueille sur son sol la Ve Flotte de la marine américaine dans la région, a signé en août dernier un accord sur l'achat de système de défense aérienne et antimissile *Patriot* à l'armée américaine.
(Press TV, le 25-10-2019)

Le Cameroun négocierait avec la Russie l'achat de systèmes antiaériens russes *Pantsir-S1*...

Le Cameroun est intéressé par l'acquisition d'équipements militaires russes, notamment le système antiaérien de courte à moyenne portée *Pantsir-S1*, a annoncé l'ambassadeur du Cameroun en Russie, Mahamat Puba Salé, lors d'un entretien avec *Ria Novosti*. Le diplomate a toutefois fait remarquer que les discussions n'avaient pas encore abouti, qualifiant au passage ce dossier de très important, tout en ayant bon espoir qu'un contrat sera conclu. Mahamat Puba Salé a par ailleurs ajouté que le Cameroun avait également besoin de véhicules blindés de transport de troupes et d'hélicoptères militaires de transport et de combat en provenance de Russie, en vue d'intensifier la lutte contre les terroristes de Boko Haram. « Ils installent des mines sur les itinéraires des militaires. Dans le cas où le véhicule n'est pas blindé, on perd des gens » a déclaré Mahamat Puba Salé. « Les équipements russes sont de très haute qualité. Ce n'est pas un hasard si de nombreux pays du monde achètent des armes russes » a-t-il ajouté. Au cas où cette acquisition venait à être effective, le Cameroun sera alors le troisième pays africain après l'Algérie et la Libye à disposer du système antiaérien russe de courte à moyenne portée, *Pantsir-S1*. Système de missiles et de canons destiné à protéger les sites civils et militaires contre tout type d'attaque aérienne, le *Pantsir-S1* est armé de deux canons bitubes de 30mm capables de tirer 5 000 projectiles par minute et de 12 missiles d'une portée de 20 km. Il est doté de radars de détection et de suivi des cibles et peut mener un tir de précision en mouvement, lui permettant ainsi de détruire n'importe quelle cible volant entre 5 mètres et 15 km d'altitude, qu'il s'agisse d'un avion ou une bombe guidée. Le système est également capable de détruire des véhicules et navires légèrement blindés.
(Press TV, le 26-10-2019)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence
www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67